
SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT

Décret n° 2018 - 272 du 2 juillet 2018

portant attributions et organisation de la direction générale
de l'administration et des ressources

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 2009-402 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre de la santé et de la population ;

Vu le décret n° 2017-371 du 21 août 2017 portant nomination du Premier ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2018- 268 du 2 juillet 2018 portant organisation du ministère de la santé et de la population ;

DECRETE :

TITRE I : DES ATTRIBUTIONS

Article premier : La direction générale de l'administration et des ressources est l'organe technique qui assiste le ministre dans l'exercice de ses attributions en matière d'administration, de ressources humaines, d'infrastructures, d'équipement et de maintenance.

Elle est chargée, notamment, de :

- suivre la gestion administrative et prévisionnelle des ressources humaines ;
- mettre en place l'observatoire des ressources humaines et des métiers de la santé ;
- élaborer le référentiel des emplois et compétences de la santé ;
- participer à l'élaboration des normes en personnel des différents types de formations sanitaires aussi bien du secteur public que privé ;
- suivre les questions administratives relatives au personnel ;
- élaborer et suivre, en collaboration avec les ministères des enseignements, les critères d'attribution des bourses de formation ;
- participer, de concert avec les ministères compétents, à l'élaboration des programmes de formations des personnels de santé ;

- participer à l'évaluation et à l'accréditation des programmes de formation des personnels de santé ;
- émettre des avis sur les rapports d'activités des écoles et institutions de formation des personnels de santé et autres techniciens nécessaires au bon fonctionnement des établissements publics et privés de santé ;
- gérer et suivre, au plan administratif, les agents de l'Etat en service au ministère ;
- mettre en place une base de données relative au personnel du ministère ;
- instruire les dossiers en matière de congés maladie, d'homologation des diplômes, du contrôle des aptitudes à l'emploi et assurer l'application des textes sur le contrôle de santé des fonctionnaires.

TITRE II : DE L'ORGANISATION

Article 2 : La direction générale de l'administration et des ressources est dirigée et animée par un directeur général.

Article 3 : La direction générale de l'administration et des ressources, outre le secrétariat de direction, comprend :

- la direction de l'administration et des ressources humaines ;
- la direction des infrastructures ;
- la direction des équipements et de la maintenance ;
- la direction de la réglementation et du contentieux ;
- la direction administrative et financière.

Chapitre 1 : Du secrétariat de direction

Article 4 : Le secrétariat de direction est dirigé et animé par un chef de secrétariat qui a rang de chef de service.

Il est chargé, notamment, de :

- réceptionner et expédier le courrier ;
- analyser sommairement les correspondances et autres documents ;
- saisir et reprographier les correspondances et autres documents administratifs ;
- et, d'une manière générale, exécuter toute autre tâche qui peut lui être confiée.

Chapitre 2 : De la direction de l'administration et des ressources humaines

Article 5 : La direction de l'administration et des ressources humaines est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- assurer la formation, la gestion et la promotion sociale des personnels du ministère ;
- coordonner les actions de recrutement et de gestion des personnels de santé par l'Etat, les collectivités locales et les établissements publics ;
- veiller à la formation professionnelle des personnels de santé ;
- mettre en place les politiques de promotion et de dialogue social, en rapport avec les partenaires sociaux ;
- élaborer et suivre l'exécution des actes de gestion des personnels du ministère, conformément à la réglementation ;
- élaborer et suivre la mise en œuvre des plans de formation ;
- participer à l'élaboration des normes en personnel des différents types de formations sanitaires aussi bien du secteur public que privé ;
- élaborer et suivre, en collaboration avec les ministères des enseignements les critères d'attribution des bourses de formation ;
- assurer le suivi du recrutement des personnels de santé ;
- mettre en œuvre le statut du personnel de santé ;
- émettre les avis sur les rapports d'activités des écoles et instituts de formation des personnels de santé ;
- participer à l'évaluation et à l'accréditation des programmes de formation des personnels de santé ;
- élaborer et suivre la mise en œuvre des critères d'affectation du personnel ;
- suivre les questions administratives relatives au personnel ;
- redéployer le personnel selon les besoins exprimés par les structures, conformément aux normes en vigueur ;
- identifier les besoins des différents services en matière de formation ;
- coordonner et superviser l'organisation des stages de recyclage et de la formation continue ;
- établir les besoins quantitatifs et qualitatifs du ministère par une gestion prévisionnelle du personnel sur la base des priorités et des objectifs du plan national de développement sanitaire ;
- gérer l'observatoire des emplois et compétences des ressources humaines en santé.

Article 6 : La direction de l'administration et des ressources humaines comprend :

- le service de la gestion administrative du personnel ;
- le service de la formation et des stages ;
- le service de la gestion prévisionnelle et des emplois.

Chapitre 3 : De la direction des infrastructures

Article 7 : La direction des infrastructures est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- proposer et mettre en œuvre la politique des infrastructures sanitaires ;
- participer à la préparation et à l'exécution du budget d'investissement du ministère ;
- élaborer et mettre à jour, en collaboration avec les services compétents, les normes et standards nationaux pour la construction des infrastructures sanitaires ;
- étudier, en collaboration avec les services compétents, les projets de construction et de réhabilitation des infrastructures sanitaires ;
- tenir à jour la situation des infrastructures sanitaires ;
- veiller au patrimoine foncier bâti et non bâti du ministère ;
- assurer la maintenance, l'aménagement et la réparation du patrimoine immobilier du ministère.

Article 8 : La direction des infrastructures comprend :

- le service de la conservation des infrastructures ;
- le service du patrimoine.

Chapitre 4 : De la direction des équipements et de la maintenance

Article 9 : La direction des équipements et de la maintenance est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- proposer et mettre en œuvre la politique d'équipement et de maintenance des infrastructures sanitaires ;
- participer à la préparation et à l'exécution du budget d'investissement du ministère ;
- élaborer et mettre à jour, en collaboration avec les services compétents, les normes et standards nationaux pour l'équipement des infrastructures sanitaires ;
- étudier, en collaboration avec les services compétents, les projets d'équipement des infrastructures sanitaires ;
- tenir à jour la situation des équipements sanitaires ;
- assurer la maintenance, l'aménagement et la réparation du patrimoine mobilier et du matériel du ministère.

Article 10 : La direction des équipements et de la maintenance comprend :

- le service des équipements biomédicaux et du matériel ;
- le service de la maintenance et de la logistique.

Chapitre 5 : De la direction de la réglementation et du contentieux

Article 11 : La direction de la réglementation et du contentieux est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- apporter l'expertise et l'assistance nécessaire en matière juridique aux services centraux et extérieurs du ministère ;
- veiller à la conformité des décisions administratives et des conventions de partenariat ou contrats aux lois et règlements en vigueur ;
- connaître du contentieux ;
- entreprendre les études juridiques et élaborer les projets de textes législatifs et réglementaires en matière de santé et de protection de la population ;
- participer aux contrôles de l'exercice des professions réglementées conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Article 12 : La direction de la réglementation et du contentieux comprend :

- le service de la réglementation ;
- le service du contentieux.

Chapitre 6 : De la direction administrative et financière

Article 13 : La direction administrative et financière est dirigée et animée par un directeur.

Elle est chargée, notamment, de :

- élaborer les comptes administratifs et financiers du ministère ;
- suivre l'exécution des dépenses du ministère ;
- retracer et concilier les comptes des établissements sous tutelle ;
- participer aux travaux d'élaboration du budget du ministère ;
- retracer et consolider les dépenses des programmes et projets du ministère.

Article 14 : La direction administrative et financière comprend :

- le service budget ;
- le service de la comptabilité ;
- le service du contrôle et de l'audit ;
- le service des archives et de la documentation.

TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 15 : Les attributions et l'organisation des services et des bureaux à créer, en tant que de besoin, sont fixés par arrêté du ministre.

Article 16 : Chaque direction dispose d'un secrétariat dirigé et animé par un secrétaire qui a rang de chef de bureau.

Article 17 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo./-

2018 - 272

Fait à Brazzaville, le 2 juillet 2018



Denis SASSOU-N'GUESSO.-

Par le Président de la République,

Le Premier ministre, chef du
Gouvernement,



Clément MOUAMBA.-

Le Vice-Premier ministre, chargé de la
fonction publique, de la réforme de l'Etat,
du travail et de la sécurité sociale,



Firmin AYESEA.-

La ministre de la santé et de la
population,



Jacqueline Lydia MIKOLO.-

Le ministre des finances et du budget,



Calixte NGANONGO.-